

Une ère nouvelle d'abondance pétrolière ?

Par **Marie-Claire Aoun**

Marie-Claire Aoun est docteur en économie. Elle dirige le Centre Énergie de l'Ifr¹ et enseigne à l'université Paris-Dauphine.

De 2014 à 2015, le prix du pétrole a plongé. Cette chute a plusieurs explications : hausse importante de la production de pétrole aux États-Unis, reprise des exportations libyennes et irakiennes, possible levée des sanctions à l'égard de l'Iran, ralentissement de la croissance dans les pays émergents, etc. Cette situation a des effets néfastes sur les économies des pays producteurs mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est divisée sur l'attitude à adopter. L'évolution des cours en est d'autant plus difficile à prévoir.

politique étrangère

Après une période de stabilité exceptionnelle, depuis 2011, à environ 110 \$ en moyenne, le prix du baril de pétrole s'est effondré en juin 2014 pour atteindre 40 \$ fin août 2015, soit son niveau le plus bas depuis la crise financière mondiale en 2008. En dépit de quelques rebonds, l'économie mondiale s'adapte depuis juin 2014 à cette tendance à la baisse, désormais bien installée, des cours du brut. Cette chute des prix n'est pas inédite : l'histoire pétrolière est ponctuée de baisses soudaines et imprévues des cours, comme celles de 1986 lors du contre-choc pétrolier, de 1998 après la crise asiatique, ou de 2008 en pleine crise financière. Mais si les deux derniers épisodes ont été provoqués par des chocs de demande, l'effondrement des cours de 2014-2015 n'est pas sans rappeler celui de 1986, parce qu'il est avant tout lié à l'entrée sur le marché de barils supplémentaires produits hors de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'épisode actuel se distingue néanmoins des précédents, tant il conjugue des facteurs économiques et géopolitiques différents sur le front de l'offre et de la demande.

1. Cet article a été rédigé en septembre 2015.

Les facteurs à l'origine de la baisse des prix du pétrole

L'hebdomadaire *The Economist* expliquait en décembre 2014 que « la lutte que se livrent les cheikhs contre les schistes fait basculer le monde d'une pénurie de pétrole à un excédent ». Parmi les nombreux facteurs à l'origine de la chute récente des cours, l'essor des pétroles de schiste américain est en effet celui qui prime.

Une offre pétrolière excédentaire

La production de pétrole américain est passée de 5,6 millions de barils par jour fin 2010 à 9,3 millions de barils par jour en juin 2015, faisant des États-Unis le premier producteur mondial, devant l'Arabie Saoudite et la Russie. Déjà proches de l'autosuffisance gazière grâce à l'exploitation des gaz de schiste, les États-Unis peuvent désormais compter sur leurs ressources pour répondre à plus de 70 % de leurs besoins pétroliers – contre 40 % en 2005. Des discussions sont même en cours pour lever l'interdiction décidée après le premier choc pétrolier d'exporter du pétrole brut et permettre aux producteurs américains d'exporter leur pétrole non raffiné².

Cet essor fulgurant des pétroles de schiste aux États-Unis est le fruit d'un modèle économique unique, et d'une combinaison de facteurs qui rend cette révolution difficile à dupliquer ailleurs³. Priorité de la Maison-Blanche depuis 1973, la quête de l'indépendance énergétique a dopé les aides publiques à la recherche, qui ont notamment permis de développer la technologie de la fracturation hydraulique. Au-delà de cette révolution technologique, l'exploitation des gaz, puis pétroles, de schiste américains a été rendue possible grâce à des facteurs spécifiques aux États-Unis : mise en place d'une fiscalité avantageuse, droit minier favorable avec un régime de propriété privée du sous-sol, faible densité de la population dans les régions pétrolières et dynamisme fort des opérateurs. De plus, les États-Unis disposaient déjà d'une offre abondante de services pétroliers, ainsi que des infrastructures nécessaires pour soutenir l'exploitation de ces ressources. Nécessitant une quantité de forages plus importante que pour la production d'hydrocarbures conventionnels, l'exploitation d'hydrocarbures de roches-mères a été facilitée par la présence de nombreuses plates-formes de forage sur le sol américain.

2. L'exportation de pétrole brut est quasiment interdite aux États-Unis depuis 1975 par la loi *Energy Policy and Conservation Act*, qui n'autorise l'exportation de pétrole brut que dans des cas très particuliers, comme pour les exportations destinées à la consommation du Canada.

3. Voir S. Cornot-Gandolphe, *La Révolution des pétroles de schiste aux États-Unis: le test du business model est en cours*, Paris, Ifri, « Note de l'Ifri », février 2015, disponible sur : <www.ifri.org>.

Voir également P. Charlez et P. Bayloqç, *Gaz et pétrole de schiste en questions*, Paris, Éditions Technip, 2014.

Cette ruée vers l'or noir a des retombées considérables sur l'économie américaine, lui offrant un levier de compétitivité pour son industrie et lui apportant des emplois nouveaux, ainsi qu'une moindre dépendance à l'égard des approvisionnements énergétiques extérieurs. Ses incidences dépassent largement les frontières américaines et bouleversent le rapport des forces sur la scène énergétique mondiale. Depuis 2010, la carte du commerce mondial du pétrole et des produits pétroliers est redessinée, et les débouchés des pays fournissant traditionnellement du pétrole aux Américains se sont amenuisés. Ainsi, les pays d'Afrique de l'Ouest qui exportent du brut léger, identique au pétrole américain, ont-ils été contraints de réorienter leurs exportations vers d'autres marchés⁴.

Le bouleversement de la scène énergétique mondiale

Durant plusieurs années, la portée mondiale de l'arrivée de ces barils supplémentaires américains s'est limitée à une redéfinition de la carte des flux d'échange, sans heurt sur les prix du brut. Cet accroissement de production américaine (de 4 millions de barils par jour depuis 2010) permet de compenser les défaillances des productions iranienne, libyenne et syrienne.

L'entrée du marché pétrolier, à partir de juin 2014, dans une ère de surabondance de l'offre n'est pas seulement liée à l'essor des pétroles de schiste américains. À compter de cette date, les craintes sur des ruptures potentielles d'approvisionnement du pétrole du Moyen-Orient se sont apaisées, grâce à la perspective de la levée des sanctions occidentales à l'encontre de l'Iran et au rétablissement des productions libyenne et irakienne. Cette dernière a atteint en juillet 2015 un niveau record de 4,1 millions de barils par jour selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE)⁵. Prise en charge par plus de 30 compagnies étrangères, l'exploitation du pétrole irakien est surtout localisée au sud du pays, loin des zones contrôlées par l'État islamique. L'Iran entend lui aussi accroître sa production pétrolière en 2016, dès la levée des sanctions, pour revenir à un niveau de production équivalent à celui qui prévalait avant l'embargo décidé en 2012 par l'Union européenne de concert avec les États-Unis. La production iranienne pourra ainsi être portée à 3,7 millions de barils par jour l'année prochaine, soit 1 million de barils par jour de plus que la production actuelle.

Ainsi l'expansion du pétrole de schiste s'est-elle conjuguée avec une dynamique de production à la hausse dans les pays membres de l'OPEP,

4. Voir B. Augé, «Le pétrole en Afrique, une géopolitique de l'extraversion», in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2016. Climat: une nouvelle chance?*, Paris, Ifri/Dunod, 2015.

5. «Oil Market Report», Agence internationale de l'énergie (AIE), 12 août 2015, disponible sur: <www.iea.org/media/omrreports/fullissues/2015-08-12.pdf>.

lesquels ne cessent de dépasser depuis juin 2014 le plafond de 30 millions de barils par jour que l'organisation s'était elle-même fixée⁶.

Une croissance plus modérée de la demande

Quant à la consommation pétrolière mondiale, elle n'est pas en ligne avec cette trajectoire de surproduction. Alors que 2 millions de barils supplémentaires sont produits quotidiennement en 2014 par rapport à 2013, la demande n'a, elle, augmenté que de 0,8 million de barils par jour, soit une croissance de 0,9 %. Ce taux de croissance est le plus faible depuis 2009. À titre de comparaison, il était de 2 % en 2013⁷. Le pétrole est toujours la première source d'énergie primaire dans le monde, avec une part de marché de 32 % dans le bilan énergétique mondial, mais la consommation est en baisse dans de nombreux pays de l'OCDE, notamment les pays de l'Union européenne et le Japon. En clair, la demande pétrolière mondiale est tirée ces dernières années par l'explosion des besoins énergétiques des pays émergents. Le ralentissement de la croissance économique de ces derniers, notamment dans des pays à forte intensité énergétique comme le Brésil, la Chine ou la Russie se traduit donc par une consommation pétrolière toujours en croissance, mais à un rythme moindre que les années précédentes. Ainsi, les révisions successives à la baisse de la croissance économique mondiale par le Fonds monétaire international (FMI) depuis la mi-2014 ont confirmé les craintes du marché quant aux perspectives d'une trajectoire plus ralentie de la demande, et mis les cours du brut sous pression.

Les fluctuations des prix du baril ont de surcroît été amplifiées par les mouvements sur les marchés des changes, en particulier par l'appréciation du dollar depuis juin 2014. De manière générale, la progression du dollar, monnaie de référence sur le marché pétrolier, tend d'une part à diminuer le revenu des pays consommateurs (en ralentissant leur demande de pétrole) et d'autre part à accroître l'offre dans les pays producteurs (grâce à une inflation plus faible)⁸. La dévaluation monétaire inattendue de la Chine a également terni les perspectives d'évolution de la demande et suscité l'inquiétude des marchés financiers.

L'OPEP n'est plus le producteur d'appoint

À ces évolutions de l'offre et de la demande est venue s'ajouter la décision historique des pays de l'OPEP, prise en novembre 2014 et confirmée en

6. La production de l'OPEP s'est élevée en juillet 2015 à 31,8 millions de barils par jour, soit 1,8 million de barils par jour de plus que le plafond fixé en décembre 2011.

7. «BP Statistical Review of World Energy», juin 2015, disponible sur : <www.bp.com>.

8. Voir V. Mignon, «Dollar fort et pétrole faible : jusqu'à quand ?», *Chronique du Cercles des Économistes*, 5 juin 2015.

juin 2015, de maintenir à un niveau stable leur production et de ne pas enrayer la chute des prix. L'OPEP, et plus particulièrement son chef de file l'Arabie Saoudite, ne veut plus endosser son rôle historique de producteur d'appoint. Dans les dernières décennies, grâce à la taille et à la flexibilité de ses réserves, l'Arabie Saoudite, épaulée par les monarchies du Golfe, régula le prix pétrolier en modulant sa production entre 8 et 11 millions de barils par jour, au gré des besoins du marché. Avec l'essor de la production américaine, la part de marché de l'OPEP dans l'offre pétrolière mondiale s'érode et l'Arabie Saoudite ne veut plus porter seule le fardeau. Riyad semble déterminée à préserver sa part de marché au détriment du prix.

Cette décision n'est pas approuvée par l'ensemble des pays de l'OPEP. Ce contre-choc pétrolier met une nouvelle fois en lumière le schisme historique qui sépare les membres de l'organisation. D'un côté les riches monarchies du Golfe, qui bénéficient d'une assise financière confortable, peuvent supporter une baisse des cours et cherchent avant tout à protéger leur place sur le marché mondial. De l'autre côté, des pays qui disposent d'une richesse pétrolière par tête bien moindre, comme le Venezuela, l'Iran, le Nigeria ou l'Angola, et dont les économies sont cruellement dépendantes des prix du pétrole pour satisfaire les besoins croissants de leur population, ne cessent d'appeler à une action forte de l'OPEP pour contenir la production.

Un schisme historique au sein de l'OPEP

Le royaume saoudien livre ainsi depuis l'été 2014 un combat sans merci pour éliminer les unités les plus coûteuses sur le marché pétrolier, avec en premier lieu les schistes américains qui, pour leur majeure partie, nécessitent aujourd'hui un prix entre 45 \$ et 75 \$ par baril pour être rentables. Mais cette stratégie n'a pas encore complètement porté ses fruits. Les pétroles de schiste s'avèrent bien plus résistants que prévu : en dépit d'une baisse de 60 % du nombre d'appareils de forage entre août 2014 et août 2015⁹, la production américaine de brut ne fléchit que légèrement et atteint toujours un niveau inégalé depuis 44 ans grâce à des gains de productivité continus. Les progrès dans les performances techniques et les innovations technologiques et financières permettent de baisser les coûts de production et de rendre la production rentable malgré le repli des cours.

Dans ce contexte, le rôle de producteur marginal sur le marché mondial est désormais porté par les opérateurs américains, qui doivent ajuster leur offre en fonction des cours. Les prix de référence du marché ne sont plus

9. «La stratégie saoudienne affronte un secteur de schiste qui réduit sans cesse ses coûts de production», *Pétrostratégies*, n° 1413, 31 août 2015.

définis par le pétrole des pays de l'OPEP mais les schistes américains. Ces derniers complètent aujourd'hui les besoins du marché et établissent un nouvel ordre sur le marché pétrolier mondial.

Les conséquences du nouvel ordre pétrolier mondial

La baisse des prix du pétrole est une aubaine pour la croissance économique mondiale. Au niveau global, avec un surcroît de croissance mondiale estimé par le Fonds monétaire international à 0,5 point de pourcentage du PIB en 2015¹⁰, l'économie sortirait gagnante de ce choc des prix qui offre une bouffée d'oxygène aux consommateurs de pétrole. L'effondrement des cours du brut s'accompagne d'un transfert massif de richesses vers les pays consommateurs depuis des pays producteurs qui doivent s'accommoder d'une réalité économique bien morose.

Un choc positif pour les économies des pays importateurs

Grâce à l'allègement de leur facture énergétique, les pays importateurs sont les grands gagnants de ce virage pétrolier. La baisse des prix du pétrole stimule leur activité économique et a donc une incidence positive sur leur croissance. Des prix pétroliers plus faibles entraînent une poussée de la consommation des ménages, favorisée par une hausse de leur pouvoir d'achat et une amélioration des marges des entreprises. Les conséquences sur les pays sont diverses et dépendent de la fiscalité imposée aux produits pétroliers ainsi que de l'intensité pétrolière – c'est-à-dire de la quantité de pétrole nécessaire pour une unité de PIB.

L'effet sur les économies européennes est certes positif, mais il reste modéré pour cette zone qui souffre globalement d'un déficit chronique de croissance depuis plusieurs années¹¹. Les pays d'Asie du Sud tirent quant à eux un grand profit de la réduction de leurs coûts d'importation. Le taux de croissance économique de l'Inde devrait atteindre 7,5 % en 2015 selon la Banque mondiale¹². Les incidences sur l'économie américaine sont plus complexes à mesurer car à la hausse de la consommation des ménages et l'investissement des entreprises viennent s'ajouter les effets d'une dégradation de l'investissement et de la production dans le secteur pétrolier¹³.

10. A. M. Husain, R. Arezki, P. Breuer, V. Haksar, T. Helbling, P. Medas et M. Sommer, « Global Implications of Lower Oil Prices », *IMF Staff Discussion Note*, Fonds monétaire international, juillet 2015.

11. C. Antonin, B. Ducoudré, H. Péléraux, C. Riffart et A. Saussay, « Pétrole: du carbone pour la croissance », *Revue de l'OFCE, Sciences Po*, n° 138, 2015.

12. « Making the Most of Cheap Oil », *South Asia Economic Focus Spring 2015*, Washington D. C., IBRD/ The World Bank, avril 2015, disponible sur: <www.worldbank.org>.

13. « Perspectives économiques de l'OCDE », OCDE, volume 2015, juin 2015, disponible sur: <www.oecd-ilibrary.org>.

Les compagnies pétrolières réduisent drastiquement leurs dépenses

Les opérateurs américains ne sont pas les seuls à être affectés par ces évolutions du marché. Les compagnies internationales sont elles aussi sous forte pression ; elles affichent des bénéfices en berne et réduisent leur capacité d'investissement. Plus de 45 projets pétroliers et gaziers, qui représenteraient plus de 200 milliards de dollars, seraient ainsi reportés en attendant des jours meilleurs. Les premiers concernés sont les projets en *offshore* profond ou très profond, qui ne sont plus rentables dans les conditions de marché actuelles, comme les projets dans le Golfe du Mexique, au Canada, ou les pétroles de la mer du Nord¹⁴. Quelques compagnies annoncent même des suppressions d'emplois. Cette dynamique de frein aux investissements fait craindre pour le développement futur de capacités de production, à l'instar de l'épisode d'effondrement des prix de 1998, quand des cours du baril en moyenne à 12 \$ se sont traduits, en 2004, par une capacité mondiale de production déficitaire, insuffisante pour répondre à la croissance de la demande des pays asiatiques. Une envolée des cours sans précédent s'en était suivie.

Les pays producteurs sont les grands perdants

Les pays producteurs de pétrole, qui tirent l'essentiel de leurs ressources budgétaires de l'or noir, doivent composer avec l'effondrement des cours et s'adapter à la contraction de leurs revenus pétroliers. Les revenus des hydrocarbures représentent plus de 25 % du PIB de la Russie, 70 % de ses exportations et 50 % de ses revenus fédéraux. Le pétrole et le gaz représentent en moyenne 80 % des exportations des pays du Golfe et la rente pétrolière 33 % de leur PIB¹⁵. Les chiffres sont encore plus frappants pour le Nigeria ou le Venezuela, avec des exportations d'hydrocarbures qui représentent respectivement 87 % et 97 % de leurs exportations totales¹⁶.

Au vu de la portée du secteur pour ces économies, les effets budgétaires du krach pétrolier actuel sont majeurs. Le prix du baril ayant dépassé les 100 \$ ces dernières années, les prévisions de nombreux pays producteurs étaient souvent fondées sur cette même hypothèse de prix pour atteindre l'équilibre budgétaire. Le prix du baril attendu en moyenne pour 2015 n'étant que de 59 \$¹⁷, le manque à gagner est considérable. Il s'élèverait à 287 milliards de dollars pour les seuls pays du Golfe¹⁸ et à 444 milliards de dollars

14. Selon une étude du cabinet de conseil Wood Mackenzie.

15. En moyenne pour l'Arabie Saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, les Émirats arabes unis et le Qatar.

16. Données de la Banque mondiale.

17. Selon les prévisions du Fonds monétaire international.

18. Selon les prévisions du Fonds monétaire international, mai 2015.

pour l'ensemble des pays de l'OPEP¹⁹. Cette baisse des recettes pétrolières depuis juin 2014 érode les excédents budgétaires affichés des pays pétroliers. À l'exception du Koweït, du Qatar et du Kazakhstan, tous les pays émergents producteurs d'hydrocarbures vont accuser des déficits budgétaires et externes en 2015. La détérioration des équilibres extérieurs se traduit par des dévaluations du taux de change dans de nombreux pays producteurs comme le Nigeria, la Russie, l'Angola ou l'Algérie. Le Venezuela est au bord du défaut de paiement, avec une inflation proche de 100 % et une récession économique estimée par le FMI à 7 % en 2015²⁰.

Certains pays peuvent cependant se reposer sur leurs fonds souverains et sur l'épargne accumulée durant le boom pétrolier. L'économie russe, déjà affaiblie par les sanctions occidentales, subit de plein fouet l'effondrement des cours depuis 2014, qui entraîne une forte dépréciation du rouble et des perspectives de croissance négative. Son fonds souverain (*National Welfare Fund*) a notamment été sollicité pour soutenir plusieurs banques et entreprises russes en difficulté, comme les compagnies énergétiques Rosneft et Novatek. De la même manière, le Kazakhstan a annoncé en novembre 2014 un versement annuel de son fonds souverain de 3 milliards de dollars entre 2015 et 2017 (ce fonds dispose d'un portefeuille d'actifs évalué à 77 milliards de dollars) pour soutenir l'économie. Le parlement iranien a également approuvé le recours à 4,8 milliards de dollars issus du fonds souverain pour pallier l'effondrement des recettes pétrolières²¹.

L'Arabie Saoudite se trouve elle aussi contrainte de puiser dans ses réserves pour maintenir son train de vie et aurait dépensé 65 milliards de dollars depuis le début de l'année pour financer son déficit budgétaire. Le Royaume a accusé en 2014 un déficit budgétaire de 17 milliards de dollars et prévoit pour 2015 un déficit de 38,7 milliards. La baisse des recettes pétrolières est pourtant loin de représenter une menace immédiate pour le Royaume, tant les avoirs en devises accumulés ces dernières années par sa Banque centrale sont considérables (732 milliards de dollars fin 2014). Avec un niveau de dette publique très faible (2 % de son PIB fin 2014²²), l'Arabie

19. Différence entre les revenus pétroliers prévus pour 2015 par rapport à 2013, hormis les revenus de l'Iran, selon les prévisions de l'*Energy Information Administration*.

20. «Regional Economic Outlook, Western Hemisphere», Fonds monétaire international, avril 2015, disponible sur : <www.imf.org>.

21. Voir M.-C. Aoun et Q. Boulanger, «Les nouveaux défis des fonds souverains», Paris, Ifri, *Note de l'Ifri*, février 2015, disponible sur : <www.ifri.org>.

22. *Pétrole et Gaz Arabes*, Paris, Stratégies et politiques énergétiques, 16 juin 2015 et 1^{er} août 2015.

Saoudite, tout comme les autres monarchies pétrolières du Golfe, reste à ce stade armée financièrement pour affronter la baisse des cours du brut.

Parce qu'ils n'arrivaient plus à écouler leur production sur le marché américain, l'Algérie et le Nigeria subissaient déjà le revers de l'essor du schiste américain bien avant le repli des cours. Au-delà de leur adaptation à la nouvelle donne pétrolière, ces pays doivent faire face à de nombreux défis dans le secteur des hydrocarbures. Le Nigeria va devoir revoir la gouvernance de son secteur pétrolier, se trouvant confronté à un mouvement de désinvestissement des compagnies occidentales lié à une corruption généralisée et à un climat grandissant d'insécurité. De même, l'Algérie n'arrive plus depuis plusieurs années à attirer les capitaux étrangers, tant les défis de son secteur des hydrocarbures sont importants, avec un cadre législatif peu favorable, des problèmes de sécurité et des scandales financiers à répétition. Avec une production en baisse depuis 2007 et des recettes pétrolières et gazières qui alimentent 60 % des revenus de l'État, le déficit budgétaire du pays se creuse et les réserves de change fondent²³.

Les pays pétroliers à l'heure des choix

Cette nouvelle réalité pétrolière accentue le besoin pour ces économies de rente de conduire des réformes économiques sur le long terme, afin de construire un nouveau modèle de croissance économique fondé sur un secteur privé diversifié et créateur d'emplois. Dans l'immédiat, ces pays doivent trouver des sources d'économie et opérer des coupes budgétaires, comme l'Algérie qui a annoncé un gel des recrutements dans le secteur public, ou Oman qui prévoit une réduction de ses dépenses en matière de défense.

Pour sortir de ce marasme économique, la réforme des systèmes de subventions aux carburants, à l'électricité et à l'eau, devient cruciale. Certains pays profitent de la baisse des prix du pétrole pour réformer leur système de subvention à l'énergie, comme l'Indonésie, l'Inde, la Malaisie ou la Thaïlande. Avec des prix pétroliers plus bas, ce type de réformes est indolore pour la population. Dans les pays producteurs de pétrole, ce fardeau pèse très lourd dans le budget des États, et a de nombreux effets délétères sur les plans économique, environnemental et social. Avec un prix dérisoire des produits énergétiques, la consommation interne s'envole, absorbant une partie des barils qui pourraient être destinés à l'exportation et créant un coût d'opportunité considérable pour ces économies. Ainsi, le prix du litre d'essence à la pompe

23. Voir M. Mezouaghi, « L'économie algérienne, chronique d'une crise permanente », *Politique étrangère*, Paris, Ifri, vol. 80, n° 3, automne 2015.

s'élève à 0,01 \$ au Venezuela, 0,16 \$ en Arabie Saoudite, 0,27 \$ en Algérie contre 1,8 \$ en moyenne dans les pays de l'UE²⁴. À l'avant-garde de ces réformes dans les pays pétroliers du Moyen-Orient, l'Iran a supprimé dès 2011 près de 55 milliards de dollars de subventions. De même, grâce à de telles réformes, l'Égypte a, depuis juillet 2014, réduit sensiblement le poids des subventions. Si les Émirats arabes unis ont annulé les subventions à l'essence en août dernier, les autres pays du Golfe s'engagent plus timidement sur cette voie, notamment le Qatar et le Koweït qui ont pourtant annoncé récemment des majorations des prix des carburants. Ces pays sont souvent contraints d'avancer très prudemment dans ces réformes, les subventions énergétiques constituant un moyen de redistribuer une partie de la rente pétrolière à la population. En les supprimant, le risque est fort de mettre en péril la cohésion sociale, notamment dans des États où les régimes politiques sont déjà fragilisés.

Avec le rythme actuel de croissance économique dans les pays émergents, l'augmentation globale des stocks stratégiques²⁵ et la perspective d'arrivée sur le marché de nouveaux barils iraniens, la tendance des prix à la baisse devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2017. Certains prédisent même la fin d'un «super cycle des matières premières» que l'économie mondiale a connu entre 2006 et 2014²⁶.

Les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie annoncent néanmoins un recul de la production américaine et du surplus d'offre au niveau mondial. La production non-OPEP serait à son plus bas niveau depuis 24 ans en 2016²⁷: le pari de l'Arabie Saoudite de contrer l'expansion des pétroles de schiste serait donc sur le point d'être gagné. Mais la poursuite de cette stratégie par le Royaume sera de plus en plus difficile tant les pressions des autres États producteurs membres de l'OPEP ayant une assise financière plus réduite devraient s'intensifier dans les prochains mois. Avec une forte dépendance envers les recettes pétrolières, le développement économique de ces pays et leur cohésion sociale sont menacés.

24. Selon les données de la Banque mondiale.

25. Reflet de cet excédent d'offre, le marché pétrolier est marqué par un effet de report ou «contango», c'est-à-dire une situation où les prix futurs estimés sont supérieurs aux prix actuels, favorisant ainsi la construction de stocks pétroliers stratégiques dans les pays de l'OCDE qui enregistrent des niveaux record depuis 2006.

26. Voir P. Chalmin (dir.), *Les Marchés mondiaux*, Paris, Economica, n° 29, 2015.

27. «Oil Market Report», Agence internationale de l'énergie, 11 septembre 2015, disponible sur: <www.iea.org/oilmarketreport/omrpublic>.

Dans ce contexte, le risque est fort d'un éclatement de l'OPEP qui n'a plus d'influence sur le marché et ne régule plus ses prix²⁸.

La nouvelle ère pétrolière redessine les rapports de force géopolitiques qui prévalent depuis des décennies sur la scène énergétique mondiale. En sus d'exclure les schistes américains, les prix déprimés pèsent sur l'économie iranienne et permettent à l'Arabie Saoudite de freiner les velléités hégémoniques de l'Iran. De même, la Russie se tourne désormais vers l'Asie et le Moyen-Orient, à la recherche de nouveaux financements pour secourir son économie. Par ailleurs, s'ils n'ont plus besoin de l'Arabie Saoudite pour sécuriser leurs approvisionnements pétroliers, les États-Unis n'ont pas renversé pour autant leur alliance historique avec le Royaume, dans un Moyen-Orient où se dessine une menace terroriste sans précédent²⁹. Les incertitudes géopolitiques n'ont donc pas fini de troubler les perspectives du marché pétrolier.

Vaclav Smil, fin analyste des questions énergétiques, assimilait récemment le prix du pétrole à « un art de jonglerie, composé non pas de trois ou quatre, mais d'une douzaine de balles ; la situation économique de l'Inde, de la Chine, des États-Unis et de l'Europe, les progrès technologiques, les politiques d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et l'avenir du réchauffement climatique, la situation géopolitique au Moyen-Orient, l'accord avec l'Iran sur le nucléaire...³⁰ ». L'équation pétrolière est si complexe que tout exercice de prévision s'avère vite périlleux.



Mots clés

Pétrole
Gaz
Schiste
OPEP

28. Voir O. Appert, « À quoi sert l'OPEP ? », Conseil français de l'énergie, 25 juin 2015 et « Shale Technology - the New "Swing" Producer that sets Global Oil Prices ? » Conseil français de l'énergie, 18 août 2015, disponible sur : <www.worldenergy.org>.

29. D. Bauchard, « Iran : après l'accord nucléaire, quelles perspectives ? » in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2016. Climat : une nouvelle chance ?*, Paris, Ifri-Dunod, 2015.

30. Voir « Fossil Fuels – Still the Way Forward », *OPEC Bulletin*, vol. XLVI, n° 6, juillet-août 2015, p. 12.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

« Medium-Term Oil Market Report », Agence internationale de l'énergie (AIE), 2015, disponible sur : <www.iea.org>.

« Contexte pétrolier 2014 et tendances », *Panorama 2015*, Institut français du pétrole (IFP), 2015, disponible sur : <www.ifpenergiesnouvelles.fr>.

« Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan : pétrole, conflits et transitions », *Perspectives Économiques Régionales*, Fonds monétaire international (FMI), mai 2015, disponible sur : <www.imf.org>.

« Commodity Markets Outlook : a World Bank Quaterly Report », Banque mondiale, juillet 2015, disponible sur : <www.banquemondiale.org>.